



NI DIEU NI MAÎTRE

# Libre Pensée

## Fédération de Paris

Siège Social : 10-12 rue des Fossés Saint Jacques 75005 Paris

Président : MICHEL SIDOROFF  
Supplément au N° 689 de la Raison Prix : 1€

Secrétaire : BRUNO N'DIAYE  
Déposé le 2024

### Éditorial

**Lente et périlleuse**, sa remontée des ténèbres au long de parois suintant les larmes et le sang fut sans cesse entravée par les hurlements de la propagande, les tentatives de meurtre, les coups les plus sournois. Au fond du puits, comment ne pas succomber au poison du racisme devenu remède providentiel dans la bouche fétide des persécuteurs mêmes ? Les états qui s'étaient vautrés dans l'antisémitisme le plus officiel, comme la Grande-Bretagne et les États-Unis, qui avaient soigneusement évité de bombarder les voies de chemin de fer menant aux camps d'extermination des juifs et de toutes les victimes du nazisme, reprenaient au vol, dans un geste bien calculé, le discours d'idéologues séparatistes, ayant renoncé au combat, commencé victorieusement par la Révolution française, pour les droits et l'égalité des juifs d'Europe. Ces propagandistes, longtemps tenus à l'écart par la majorité des populations juives d'Europe, ne faisaient que reprendre, et jusqu'au délire, les conceptions ethnicistes d'une bourgeoisie déjà parvenue au bout de sa course, acharnée à construire son mensonge national, en France, en Allemagne, en Russie, avec une fortune variable...

Après l'extermination de six millions d'entre eux, il fallait éloigner le plus grand nombre possible de survivants des aspirations révolutionnaires qui avaient animé les résistants du Ghetto de Varsovie, de celui de Lodz ; il fallait les employer dans un projet colonial en une région vitale pour les grandes compagnies des états dominants, et pour cela chasser un peuple de sa terre, dresser contre lui un nouveau peuple, inventé, fabriqué, mais dont les membres, bien réels, finiraient un jour par comprendre de quelle manipulation ils furent les objets. Ce jour est advenu. Il n'est pas encore visible par tous ceux qui ont subi cette gigantesque et criminelle entreprise, mais l'aube suit son ascension vers l'aurore, inexorablement, comme le montrent les manifestations en Israël même, où le sionisme, dans le sillage d'historiens d'un grand courage, est de plus en plus, et de manière pratique, remis en question. Sa destruction constitue la condition nécessaire à l'établissement d'un état unique, où les populations, d'origines diverses, pourront vivre en fraternité. L'historien Shlomo Sand, sans aller jusqu'à souhaiter explicitement l'abandon total du sionisme, en est venu, après son remarquable ouvrage de 2008, « Comment le peuple juif fut inventé », dont nous achevons dans ce bulletin le commentaire, à avancer nettement la perspective d'un seul état pour deux peuples, dans son dernier livre intitulé habilement « Deux peuples pour un état ? ». Quant à Ilan Papé, autre historien israélien engagé dans le combat contre le sionisme, il prédit la fin prochaine d'un état fondé sur l'apartheid et l'occupation. Le génocide du peuple palestinien à Gaza, à Rafah, en Cisjordanie, commencé en réalité en 1947-48, apparaît au grand jour pour les peuples, de l'Asie aux USA, de la Grande-Bretagne à l'Australie. Ni le déchaînement de la politique anti-arabe et antimusulmane de la macronie, ni les menaces et les cris de « journalistes » sortis des écoles de police n'y pourront rien.

Les yeux pleins de fureur, le corps rompu aux plus violents exercices, la vérité sort enfin du puits de ténèbres où la réaction tentait de la maintenir, de la noyer. Elle est intacte dans sa parfaite nudité. Armée d'un fouet, elle s'apprête à chasser les falsificateurs, les chiens de garde de l'exploitation et du colonialisme. Le 8 mars, à Paris, alors que des commandos sionistes, portant des brassards de police et protégés par d'autres policiers, attaquaient physiquement la manifestation des travailleuses, ce sont des femmes qui se sont portées au combat et ont osé affronter les nervis fascistes. La vérité du macronisme dans sa nature d'extrême-droite et celle d'une résistance ancrée profondément dans la population sont apparues au grand jour. Il n'est pas jusqu'aux formidables manifestations des paysans et à celles des enseignants aujourd'hui qui ne viennent confirmer que deux mondes, celui de l'exploitation, du mensonge, et celui de la révolte et de la justice, se font face à présent.



Tableau : J-L. Gérôme, « La Vérité sortant du puits... »

Michel Sidoroff, Président de la Fédération de Libre Pensée 75

#### AU SOMMAIRE

Page 1

Édito

Page 2

Discours au Banquet du Solstice d'Hivers

Page 3

Le Peuple exige l'arrêt du massacre à Gaza

Page 6

Ukraine : Alimenter la guerre ou la combattre

Page 7

Slomo Sand Pour comprendre le phénomène du sionisme  
(Deuxième partie)

Page 9

Réflexion sur le génocide en Palestine

Page 11

Le mot du trésorier

Page 12

A vos agendas

## ***Intervention de Bruno N'Diaye, secrétaire de la LP75, au banquet du solstice d'hiver.)***

La libre Pensée est une des plus anciennes, sinon la plus ancienne association de France. Elle a pour objet la lutte contre tous les obstacles à l'émancipation de l'individu dans la cité et la société. Elle se bat notamment pour la liberté de conscience, qu'elle considère comme la mère de toutes les libertés, et contre tous les dogmatismes.

Ses principaux mots d'ordre sont ni dieu ni maître, à bas la Calotte et vive la sociale !

La libre pensée a été l'un des principaux acteurs de la promulgation de la loi de 1905 de séparation des Eglises et de l'Etat, expression législative de la laïcité en France et condition impérative de la liberté de conscience et d'expression de tous les citoyens indépendamment de leurs choix philosophiques.

Le terrain d'action de la libre Pensée, c'est celui de l'éducation populaire, de l'armement intellectuel de tous les citoyens par la confrontation des idées et des opinions, avec pour principe l'exercice de la raison hors de tout préjugé et de tout a priori dogmatique.

Notre conviction, fondée sur l'examen de l'histoire de l'évolution des sociétés humaines, est que les progrès et les transformations, y compris les révolutions et autres mouvements sociaux et politiques qui mettent parfois en action des millions de femmes et d'hommes, sont le fruit d'une élévation commune du niveau de compréhension et de conscience par un nombre devenu significatifs de citoyens du fonctionnement de la société dans laquelle ils vivent, de ses injustices et de la nature des solutions à y apporter.

L'année 2023 a été particulièrement riche en événements sociaux et politiques exceptionnels qui ont ébranlé le pays où nous vivons et mobilisé la Libre Pensée. Du mouvement inédit depuis un demi-siècle par son ampleur contre la réforme des retraites au rebondissement tragique du conflit israélo-palestinien et à l'escalade de la guerre en Ukraine, en passant par l'émancipation, inédite elle aussi depuis les années 60, des pays africains anciennement colonisés par la France, les émeutes de l'été et la lutte contre les violences policières, qui a donné lieu à un rassemblement le 23 septembre, inédit là encore, par son caractère unitaire (collectifs de quartier, associations citoyennes, syndicats, partis politiques rassemblés sur des mots d'ordre communs).

Cette situation, avec la réaction qu'elle entraîne de la part des défenseurs de l'ordre existant (répression policière et judiciaire, propagande de guerre, censure, dérive autoritaire de la législation) place au centre des confrontations et des enjeux des principes qui sont ceux de notre association et dérivent de notre objet : le pacifisme, l'anticolonialisme, la défense du respect de la liberté de conscience, de son corollaire la liberté d'expression et de l'égalité des droits en toute occasion, la défense de la liberté d'association, la lutte pour l'émancipation sociale de tous les exploités.

Elle a participé avec 18 autres organisations à un stand commun initié par le Mouvement de la Paix à la Fête de l'Humanité avec pour mot d'ordre : cessez-le-feu immédiat ! Négociations !

Notre association s'est également prononcée pour un cessez-le-feu immédiat à Gaza et appelle à participer aux manifestations organisées en défense du peuple palestinien.

Elle a simultanément affirmé son engagement dans la lutte contre l'antisémitisme en participant au rassemblement organisé par le RAR à l'occasion de l'anniversaire de la nuit de cristal du 9 novembre 1938, un pogrom organisé contre les juifs par l'organisation nazie, considéré comme l'un des principaux événements participant de l'émergence de celle-ci en Allemagne.

Elle n'a en revanche pas appelé à la marche du 12 novembre, considérant que celle-ci opérait volontairement une confusion entre lutte contre l'antisémitisme et défense de l'Etat d'Israël, entre lutte contre l'antisémitisme et lutte contre l'antisionisme, entre condamnation des crimes de guerre du Hamas et condamnation de la résistance palestinienne, entre refus de toute discrimination envers les juifs et refus de condamner un état d'apartheid fondé sur la doctrine sioniste. Cette dernière confusion explique du reste la présence du Rassemblement National, pour qui rien n'est plus légitime que de bafouer les droits d'une population arabe et qui par conséquent et contrairement à ce qu'on a pu entendre, était parfaitement à sa place dans cette manifestation organisée par les responsables de l'Assemblée Nationale et du Sénat.

Sur la question palestinienne, notre position est celle de l'instauration d'un seul Etat, démocratique et laïque, sans discrimination ethnique ou religieuse, et reconnaissant le droit au retour sur la terre palestinienne de la population déportée dans les camps de Cisjordanie, de Gaza et dans les Etats frontaliers d'Israël.

La Libre Pensée a pris l'initiative d'un ***Appel de Libres Penseurs des anciennes puissances coloniales à leurs Sœurs et Frères des pays colonisés*** pour le retrait des troupes françaises du Niger alors que le régime macroniste, s'efforçait de susciter, via la CEDEAO (Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest) une intervention pour rétablir ce qu'il dénommait « l'ordre constitutionnel », c'est-à-dire le retour dans ses fonctions du président déposé Mohammed Bazoum, fidèle soutien de l'impérialisme français dans la région du Sahel, anciennement intégrée à l'Afrique Occidentale française.

Sur le territoire national, la Libre Pensée a participé à la marche du 23 septembre contre les violences policières évoquée précédemment.

Au moment de l'assassinat du jeune Nahel, la Libre Pensée 75 a publié un communiqué dénonçant la loi de de 2018, responsable de tirs mortels opérés par des policiers protégés par sa rédaction ambiguë indigne d'une démocratie.

J'en viens à une question majeure dans notre action, celle de la laïcité, aujourd'hui au cœur des discours et controverses

Pourquoi défendons-nous la loi du 9 décembre 1905 dite de Séparation des Eglises et de l'Etat ?

Parce que c'est fondamentalement une loi de liberté au singulier et de libertés au pluriel. Cette loi repose sur une exigence essentielle, la première des libertés, celle de la liberté absolue de conscience. Chacun a le droit de penser ce qu'il veut, nul n'a le droit d'interdire la libre opinion de quelqu'un d'autre.

Cette liberté de penser a pour corollaire immédiat, je l'ai dit précédemment, la liberté d'expression, la liberté d'écrire, d'imprimer et de diffuser ses écrits.

Et ces libertés en entraînent nécessairement d'autres, celles d'association, d'organisation et de manifestation. Le droit démocratique de s'associer avec qui on veut, pour ce que l'on veut, avec les règles que l'on veut est un droit imprescriptible qui marque le Rubicon entre la République et le Totalitarisme.

Et le moyen pour garantir la liberté de tous : c'est la neutralité des institutions

L'extrême droite retient la neutralité, mais transfère l'exercice de cette contrainte des institutions de l'état au citoyen, surtout bien évidemment le citoyen musulman. Par ce biais, de porteur de conditions de la liberté individuelle, le principe de neutralité devient un prétexte à la discrimination des opinions et des cultures

La Libre Pensée, lutte pour la défense de la laïcité dans l'esprit de la loi de 1905. C'est pour cette neutralité des institutions que la Libre Pensée livre bataille et gagne quand elle dénonce les entorses à la loi de 1905 (les crèches dans les mairies, les statues religieuses dans l'espace public)

Mais le plus grave c'est que le régime actuel s'appuie sur les thèses de l'extrême droite pour exercer, non plus seulement au niveau des idées, mais dans des mesures gouvernementales effectives, ces conceptions liberticides : c'est l'affaire de l'Abbaya, c'est la loi séparatisme.

Vouloir être libre, se fixer soit même ses règles de conduite, cela s'appelle l'Ethique. La Loi est autre chose : ce sont des règles communes que les sociétés se forgent pour exercer la liberté de chacun avec tous. Mais quand la Loi s'ingère dans l'Ethique, pour forcer tout le monde à penser la même chose, dire la même chose, faire la même chose, cela s'appelle une Dictature. C'est précisément ce que fait la Loi « Séparatisme » du 24 août 2021.

Elle vise à formater la société, et ceux et celles qui la composent, par la mise en place d'une Idéologie d'Etat. Tous les individus, les associations les syndicats, les partis, les Obédiences maçonniques, les Eglises, tous doivent dire la même chose, penser la même chose, faire les mêmes choses.

On appelle cela « les valeurs de la République », que ceux qui les brandissent sont incapables de définir. On fait marcher les jeunes au pas par le SNU, on veut leur imposer le port de l'uniforme, on vote des budgets militaires ahurissants, alors que l'on prive la société d'écoles, d'hôpitaux, de logements et même de nourriture.

Ces dispositions rappellent une époque particulièrement sombre, celle du régime de Vichy.

De fait, comment ne pas évoquer le fameux discours de Pétain du 12 août 1941 : « Je sens se lever depuis quelques semaines un vent mauvais. L'inquiétude gagne les esprits, le doute s'empare des âmes. L'autorité de mon gouvernement est discutée », comment ne pas évoquer ce moment de notre histoire lorsque l'expression « vent mauvais », et c'est tout sauf un hasard, est reprise par Emmanuel Macron le 9 décembre 2021 dans un de ses propos pendant une conférence de presse.

Un Tribunal d'Etat était créé en 1941 pour des actes de nature à « troubler l'ordre, la paix intérieure, la tranquillité publique ou, d'une manière générale, à nuire au peuple français ». C'est du Macronisme pur jus, il suffit de remplacer communiste par Syndicalistes ou Musulmans, on retrouve la même logique de répression des idées et de la liberté d'expression. Tous ceux qui troublent « l'ordre, la paix intérieure, la tranquillité publique » doivent être réprimés.

La loi de 1905 et la Laïcité, c'est toujours plus de liberté et plus de liberté de conscience.

La loi « Séparatisme », c'est toujours moins de libertés et toujours plus d'interdits et de répression.

Le Contrat d'Engagement Républicain imposé aux associations pour avoir le droit de se réunir dans les locaux publics de réunions, c'est l'idéologie d'Etat qui s'impose à tous.

La dissolution des associations qui se répand comme une lèpre par l'application de la Loi « Séparatisme », c'est l'arme de destruction massive de la Démocratie.

La Libre Pensée rappelle son exigence : Abrogation de la loi « Séparatisme » !

En effet, la loi « Séparatisme » est une loi profondément anti-laïque et antidémocratique, puisqu'elle démantèle :

- La loi de 1901 sur la liberté d'association, puisque le contrôle gouvernemental et les exigences imposées sont exorbitants du Droit commun associatif et remet en cause la liberté d'association et l'indépendance des associations par les menaces permanentes de dissolution.

- La loi de 1905 de Séparation des Eglises et de l'Etat, puisqu'au principe de Séparation est substitué le contrôle accru des Eglises et Religions par l'Etat. On est au-delà du Concordat qui est un accord de partenariat réciproque. On entre maintenant dans le contrôle des Eglises qui deviennent des subsidiaires du Pouvoir comme dans les pires dictatures et totalitarismes.

- La loi de 1884 sur la liberté syndicale, puisque la loi « Séparatisme » tend à « fusionner » tous les modèles différents (associations, Syndicats, Partis, Eglises) sur le même modèle, avec les mêmes règles et obligations.

En conséquence, le Gouvernement, loin de défendre et promouvoir le principe de laïcité, le démantèle en le disloquant et en bafouant ses principes.

Le 8 décembre dernier, la Libre Pensée participait l'invitation du député de la France Insoumise Bastien Lachaud à un colloque sur une proposition de loi visant à restaurer pleinement la laïcité sur le territoire français.

Cette proposition, soutenue par la Libre Pensée et par ailleurs présentée à l'Assemblée Nationale le 5 décembre, se structure autour de 3 axes principaux :



- la séparation des Eglises et de l'Etat sur l'ensemble du territoire et donc l'abrogation des dispositifs d'exception tels que le Concordat d'Alsace Moselle et ceux des territoires d'Outre-Mer
- le renforcement de l'école publique, gratuite et laïque et la suppression du financement public par l'Etat et les collectivités territoriales des établissements privés
- l'interdiction aux représentants de l'Etat d'assister à une cérémonie religieuse dans le cadre de leur fonction et l'interdiction que les hommages de la nation soient rendus dans le cadre de cérémonies religieuses.

J'ai également évoqué en introduction le formidable mouvement contre la réforme des retraites, avec ses millions de manifestants mobilisés pendant des mois.

Pour la Libre Pensée, ce mouvement ne se caractérise pas seulement par sa dimension, mais aussi par la considérable évolution de la conscience politique qu'il a contribué d'abord à forger, puis à révéler par le caractère de plus en plus aigu de la confrontation entre les citoyens et le régime.

Ce conflit social, qui éclate dans un moment de désaffection de la population à l'égard du pouvoir auquel pour la première fois depuis l'instauration de la 5<sup>ème</sup> république la majorité parlementaire est refusée, a en effet, c'est essentiel de notre point de vue, débouché sur ce qu'il faut bien appeler une crise de régime qui se poursuit actuellement (je fais bien sûr allusion au vote par l'Assemblée Nationale de la motion de rejet de la loi immigration).

L'utilisation successive, à intervalles rapprochés, des instruments de la constitution de la 5<sup>ème</sup> république : articles 44-3, 47-1 et bien sûr 49-3, a abouti à un phénomène jamais vu, hautement significatif de l'élévation du niveau de conscience citoyen quant au caractère foncièrement antidémocratique des institutions qui encadrent la vie politique française : des manifestations spontanées regroupant des milliers de personnes au soir même de l'annonce de l'emploi de ce dernier article pour faire passer la loi.

Ainsi est-on passé d'une crise sociale à une crise institutionnelle, qui rejoint un combat mené par la Libre Pensée depuis 65 ans. La Libre Pensée s'est effet opposé dès son avènement à la Constitution instaurée par De Gaulle. On ne saurait mieux résumer la finalité des institutions de la 5<sup>ème</sup> république mieux que ne l'a fait son inspirateur. Dans ses mémoires, Charles de Gaulle fait en effet la déclaration suivante : « J'ai voulu redonner à l'Etat la stabilité qu'il avait perdue depuis 169 ans. » Cette déclaration fait référence à la Constitution promulguée en 1958. 1958-169, faites le calcul, il s'agit donc bien d'une tentative de restauration d'une forme de monarchie.

Aujourd'hui, l'heure est venue pour notre association de s'engager dans une mobilisation pour une assemblée constituante pour en finir avec la 5<sup>ème</sup> république.

Une conférence a également été organisée par Les Fédérations de la Libre Pensée de Paris et des Hauts-de-Seine, avec la participation du député de la France Insoumise Aurélien Saintoul, sur le thème de l'Assemblée Constituante, dont un compte-rendu sera diffusé dans le bulletin intérieur de la LP 75.

Un ouvrage de la collection « Arguments » a été publié et est disponible dans cette salle.

Pour terminer, je voudrais saluer la présence du Groupe « Les Pétoleuses » qui est venu animer cette fête du solstice.

## ***Les peuples exigent l'arrêt des massacres à Gaza, à Rafah comme en Cisjordanie !***

À Londres, à New-York, à Djakarta, à Sidney, à Dublin, à Tokyo, à Paris, à Berlin, malgré la répression et les interdictions, les peuples se dressent contre les massacres, en solidarité avec le peuple palestinien victime d'un véritable génocide. C'est au nom de la lutte contre le colonialisme que les travailleurs irlandais, si longtemps victimes de l'impérialisme britannique et toujours menacés, se mobilisent. Partout un même sentiment s'exprime : le sort des masses palestiniennes pourrait être celui d'autres peuples.

Au milieu de guerres qui s'étendent dans le monde, face au militarisme et à l'économie de guerre, porteuse de misère et de mort, le sort d'1 million et demi de Palestiniens réfugiés à Rafah et bombardés jour et nuit par l'armée israélienne occupe une place centrale dans la conscience des peuples. Il est aussi un test pour les dirigeants des grandes puissances : jusqu'où peuvent-ils aller pour la défense de leurs profits, de leur domination coloniale ? Ils sont déterminés dans leur entreprise criminelle. La meilleure preuve en est la décision, le jour même de la décision de la Cour Européenne de Justice de dénoncer un « risque génocidaire » à Gaza, de couper les financements de l'UNRAW, l'agence de l'ONU pour l'aide aux réfugiés palestiniens, fondée en 1947.

Mais les peuples tentent de résister par tous les moyens. Les récentes prises de position des syndicats américains pour un cessez le feu immédiat et définitif en Palestine est un des événements les plus encourageants de ces dernières semaines. Elles accompagnent les mobilisations de nombreuses organisations juives aux USA et celles des campus universitaires. C'est à présent le colonialisme du sionisme, mouvement qui fut soutenu dès le départ par des puissances impérialistes, afin de diviser les populations juives puis de les instrumentaliser, qui est attaqué aux États-Unis mêmes. Il n'est pas possible de demeurer en-deçà de ces prises de conscience.



D'autres guerres, d'une nature différente, comme celle entre l'Ukraine et la Russie, peuvent soulever et soulèveront l'indignation et la révolte des peuples, mais le génocide à Gaza appelle une réaction massive d'urgence. En France, des réticences demeurent, produits d'une part d'une propagande proisioniste effrénée sur les chaînes de télévision privées et publiques, dans les journaux possédés actuellement par des milliardaires, qui investissent aussi dans l'industrie d'armement et soutiennent Netanyahu, et d'autre part du fait du manque de réaction des directions syndicales. Celles-ci, comme à la CGT, se contentent de déclarations mais n'organisent rien, tandis qu'à la direction de FO, c'est le silence, malgré les prises de position très claires et répétées de syndicats et de fédérations pour le cessez le feu. Partout dans le pays, des militants syndicalistes interviennent pour faire adopter les motions de Cessez le feu des syndicats américains. Les organisations pacifistes peuvent aider à concrétiser des démarches unitaires associant les syndicats et relayant les mobilisations actuelles et à venir. Si, comme cela s'est produit ponctuellement à Gênes, à New-York et à Bruxelles, les travailleurs bloquent l'envoi d'armes à destination d'Israël, la situation peut changer de physionomie. Le mouvement pacifiste peut aider aussi à faire reculer la censure, qui s'abat sur les intellectuels engagés pour la Palestine, pour l'égalité des droits, et contre le gouvernement français qui multiplie les mesures et les lois liberticides.

Unir et organiser pour le Cessez le feu en Palestine, c'est garantir le succès de futures mobilisations contre la guerre que les gouvernements européens ont commencée en Ukraine.

Les organisation signataires de ce texte s'engagent à rejoindre et soutenir toutes les mobilisations à venir pour la sauvegarde du peuple palestinien, l'arrêt immédiat de la guerre génocidaire de Netanyahu,, la fin de l'apartheid sur l'ensemble de la Palestine, la mise en œuvre du droit au retour pour tous les Palestiniens expulsés par la colonisation israélienne depuis 1948.

A Paris, le 19 février 2024

## ***Ukraine : alimenter la guerre ou la combattre, pour les pacifistes, la réponse est claire et évidente.***

Réellement menacée par les manœuvres d'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN et dans son appendice l'Union Européenne, la Russie est encore plus menacée par la réaction de Poutine, qui a envahi l'Est de l'Ukraine. La provocation a fonctionné. Pour autant, ni les sanctions ni l'armement de l'Ukraine et l'envoi de « spécialistes », non plus que le sabotage du pipeline Nord-Stream n'ont réussi à faire s'écrouler la Russie, qui est alliée à d'autres pays, eux-mêmes menacés par le gouvernement américain.

Mais qui paie cette guerre ? Les peuples russe et ukrainien, avec le risque d'entraîner d'autres populations, comme le montrent les déclarations et mesures de préparation guerrière de la Norvège, de la Suède et de la Pologne. Le gouvernement social-démocrate allemand, quant à lui, oriente délibérément l'industrie vers la production d'armements, tente d'interdire toute manifestation pacifiste, tandis que le gouvernement français s'enfonce chaque jour un peu plus dans sa vassalisation auprès du gouvernement américain et tente de militariser la jeunesse par le SNU et les « classes défense ». C'est une fuite en avant, lourde des pires menaces de déflagration : les USA viennent de livrer de nouvelles armes nucléaires à la Grande-Bretagne.

C'est ce moment que choisissent des « personnalités » françaises, pour certaines familières des appels à la guerre, comme au moment de l'éclatement de la Yougoslavie, pour appeler à fournir plus d'armes à l'Ukraine de Zelenski. La chose, malgré son abjection, pourrait sombrer dans le ridicule, mais il s'agit de la pointe avancée d'une autre campagne, impliquant toutes les directions des confédérations syndicales, qui, sans consulter leur base, ont lancé un appel à manifester, on pas pour la paix, comme cela est le devoir du mouvement ouvrier, mais pour la fourniture de plus d'armes encore à l'Ukraine ! Faut-il s'étonner que les mêmes directions syndicales se taisent sur le génocide perpétré par l'armée israélienne contre le peuple palestinien ou bien prononcent de vagues discours, non suivis d'actes ?

Cette brusque adoration pour un gouvernement corrompu, dictatorial, de même origine que celui de Poutine, s'exprime alors que cette guerre infâme a déjà fait plus de 500 000 morts dans les deux pays. Tout cela alors que les épouses et les mères de jeunes gens tentent de s'opposer en Ukraine à l'enrôlement de force dans l'entreprise de boucherie, alors que la population russe tente de résister à la politique de guerre de Poutine et affronte la censure, les procès, les emprisonnements. Les morts d'Ukraine et ceux de Russie ont la même valeur ! Les déserteurs des deux pays ont droit à l'asile en France, asile qui leur est refusé par Macron, l'ami de toutes les guerres !

La guerre frappe à nos portes, d'abord sur un plan économique : les paysans français, allemands, britanniques, espagnols, néerlandais sont victimes de la concurrence déloyale des élevages et du blé ukrainiens, à présent propriétés des grands groupes agroalimentaires, principalement américains, et surexploitant les ouvriers ukrainiens, privés de droits sociaux par Zelenski. C'est un aspect de la guerre faite aux peuples.

Elle frappe à nos portes, par la guerre sociale engagée par les gouvernements européens, afin de tenter de sauver le profit, et par l'embrigadement de la jeunesse, l'obligation de fait pour les chercheurs scientifiques de travailler pour l'armée, les subventions publiques destinées à la recherche civile, donc utile au peuple, étant délibérément tarées.

De plus, face au caractère chaque jour plus irréaliste des objectifs de reconquête militaire tonitrués par Zelensky, la réaction occidentale semble être une prise en charge accrue par les pays européens de l'aide financière à son régime et,

bien que restreinte actuellement à la sphère médiatique, une dangereuse fuite en avant vers une hypothèse d'extension du conflit fondée sur les fantasmes de la soi-disant reconstitution de l'empire des tsars et autres stupidités.

Les pacifistes sont en droit d'attendre des directions syndicales un appel clair et net au cessez le feu !  
Pour leur part, ils soutiendront toutes les initiatives en faveur de la paix maintenant et la défense des populations travailleuses, dont la guerre, dont toute guerre est l'ennemie

## ***Lire Shlomo Sand pour comprendre le phénomène du sionisme et l'absence de fondements démocratiques de l'État d'Israël (Deuxième partie)***

« Comment le peuple juif fut inventé », de Shlomo Sand (éditions Fayard), traduit de l'hébreu par Sivan Cohen-Wiesenfeld et Levana Frenk.

Après un passage en revue des conceptions ethnocentristes apparues au XIX<sup>ème</sup> siècle, qui influencèrent le sionisme naissant, cette note de lecture décrivait la critique exercée par Shlomo Sand sur l'historiographie officielle en Israël et sa recherche désespérée d'une base historique du sionisme.

### **Mythe ou histoire ?**

Passer en revue toute cette évolution historiographique, en lien avec l'histoire universelle, permet à Shlomo Sand de s'attaquer avec sûreté au mythe d'un Israël ayant existé depuis des millénaires dans l'actuelle Palestine, et que le sionisme reconstruirait depuis 1948. Notons au passage qu'il n'en finit pas de le reconstruire, en éliminant, massacre après massacre, le peuple palestinien. Image barbare et vraie de ce que certains sionistes religieux aujourd'hui, alliés à des fanatiques évangélistes, appellent la construction du Troisième temple (impliquant la destruction de la Mosquée d'Al-Aqsa), alors qu'aucune trace ne subsiste du Premier, bien peu du Second, celui dit d'Hérode, et que le Mur dit des Lamentations est le reste d'un mur construit après Hérode, selon Flavius Josèphe et de récentes découvertes archéologiques...

Shlomo Sand s'arrête quelque temps sur Doubnov, historien juif russe qui développa une conception ethnocentriste, en 1893, et inventant et justifiant, à partir de la légende biblique de l'expulsion des femmes non-juives de Judée, une notion de pureté raciale de ces juifs (au moment où d'autres juifs, après la « destruction » du Premier temple, restaient dans Babylone...). Tout cela était encore dans le cadre général d'une ethnicisation de l'histoire des peuples, propre au XIX<sup>ème</sup> siècle.

Après la déclaration de Balfour, en 1917, par laquelle l'impérialisme anglais soutenait l'installation de colonie juives en Palestine afin d'exercer un contrôle économique sur la région, riche en pétrole, mais aussi afin de détourner les juifs d'Europe de la révolution d'Octobre et de son attrait, l'idéologie sioniste intensifie sa propagande et une « histoire » d'un type nouveau, allant bien au-delà du simple mythe fondateur, se développe. Les textes et les actes sont éloquentes. Shlomo Sand nous signale l'activité d'hommes politiques et d'activistes qui se chargent de réécrire l'histoire, d'inventer une ancienneté des juifs en Palestine, bien avant les paysans que des groupes terroristes comme ceux de Ben Gourion chassaient et tuaient. Celui qui est considéré comme le « père fondateur » d'Israël s'autoproclamait historien et n'hésitait pas à écrire : « Quand je trouve une contradiction entre les propos de la Bible et des sources externes (découvertes archéologiques ou épigraphiques), je ne suis pas obligé d'accepter systématiquement la version de la source étrangère. » On notera l'emploi de ce dernier adjectif, une nouveauté dans les méthodes de l'histoire moderne ! Si le XX<sup>ème</sup> siècle fut celui du mensonge élevé au rang d'idéologie d'état par le stalinisme, il ne faut pas oublier la contribution du sionisme...

Mais comme pour l'existence parasitaire et artificielle de la bureaucratie stalinienne et de ses délires idéologiques (songeons à la science et à l'art « socialistes »), l'entité sioniste devait être confrontée à une accélération de l'histoire, génératrice de remises en cause, tant sur le plan social et politique que sur celui du discours historique. Pour Shlomo Sand, si la guerre de 1967 et ses annexions avaient fait espérer une exploration archéologique confirmant les récits bibliques, les résultats devaient décevoir les chefs de l'université israélienne : les découvertes étaient loin de remonter à l'époque supposée des Patriarches ! Peu à peu, mais plus encore avec la secousse de la première Intifada, en 1987, une histoire plus sérieuse, rompant avec les « événements » bibliques, se référant désormais à l'École de Annales, se développa, qui s'intéressait au « temps long », celui de l'économie, des modes de vie, de la nourriture, des rituels... Par exemple, sans entrer dans les détails, les

pluricentennaires Abraham, Isaac ou Jacob cadraient mal avec l'espérance de vie du Judéen ou de l'Araméen moyens... La découverte d'une présence de chameaux pour le transport des marchandises, qui n'étaient apparus qu'au début du premier millénaire avant J-C, obligèrent l'autorité universitaire à déplacer les supposés Patriarches bien plus tard, à l'époque (toujours supposée) des Juges et de la Royauté. Tout cela suscita des remises en question et l'apparition d'historiens

indépendants du dogme politico-biblique, de plus en plus critiques, tandis que la réalité coloniale d'Israël frappait les esprits de cette nouvelle génération.

En 1980, d'importantes découvertes en Cisjordanie confirmèrent l'existence concurrentielle d'un nord fertile, le puissant et stable royaume d'Israël, comportant plusieurs villes, et d'un sud pauvre et déshérité, avec quelques villages, la Judée, qui ne se développa qu'à partir du VII<sup>ème</sup> siècle avant J-C. Le Canaan biblique était en réalité la coexistence de deux entités rivales parlant toutefois la même langue, l'hébreu vernaculaire antique. Quant à la religion, elle était solidement païenne, Jéhovah n'étant qu'une divinité principale, comme le Zeus des Grecs. Après 1980, écrit Shlomo Sand, pour la plupart des nouveaux archéologues et chercheurs, « le glorieux royaume unifié n'a jamais existé, et le roi Salomon ne possédait pas de palais assez grand pour y loger ses sept cent femmes et ses trois cents servantes (...) Ce sont des auteurs tardifs (ceux de la Bible, NDLR) qui inventèrent et célébrèrent cette immense identité royale commune, instituée, évidemment, par la grâce d'un Dieu unique et avec sa bénédiction ». L'ironie est souvent présente sous la plume de Shlomo Sand et, avec ses qualités émotionnelles, c'est là un des charmes de son livre.

Diverses écoles historiques fleurirent en Israël, à l'université de Tel-Aviv. Il serait trop long ici de les décrire en détail. Shlomo Sand s'y intéresse dans leur processus d'émancipation intellectuelle par rapport au qualificatif de « sacré » du récit biblique. D'après certains chercheurs, la Bible n'est qu'une stratification de récits à but « pédagogique », c'est-à-dire moral. C'est ainsi qu'il est probable que ce ne soit qu'à l'époque hellénistique (entre le V<sup>ème</sup> et le II<sup>ème</sup> siècle avant J-C) qu'ait été achevé cet empilement, destiné à inventer un peuple dit d'Israël, adoptant une religion révélée venue de Judée mais originaire en réalité, pour ses concepts comme le monothéisme, de la puissante Perse. Les personnages bibliques, s'ils furent historiques, ne doivent leurs dates d'existence, leur réalité politique et jusqu'à l'expression de leur foi qu'à « une imagination d'une autre époque », écrit Shlomo Sand. On n'est pas loin du phénomène, plus tardif mais analogue sur ce plan, du christianisme rédigeant de manière définitive les Évangiles quatre siècles après la supposée naissance de Jésus !

### **La fable de l'exil.**

Appuyé sur ces solides travaux, Shlomo Sand, avant de s'attaquer aux falsifications des dirigeants sionistes actuels et, par-là, à leur politique de colonisation, à leur idéologie identitaire, s'en prend à un mythe central, celui de l'exil de l'an 70 de l'ère chrétienne.

Un premier exil vers Babylone d'un certain nombre de Judéens, imposé par l'empire perse de Nabuchodonosor, est attesté au VI<sup>ème</sup> siècle avant J-C. C'est cet exil qui résonne dans les différentes parties de la Bible, de l'expulsion du Jardin d'Éden aux errances d'Abraham et à sa marche vers Canaan, et dans d'autres parties du Livre. Mais l'an 70, pourtant fixé peu à peu par l'historiographie juive nationaliste, ne résiste pas à l'analyse. Shlomo Sand rappelle que les Romains n'ont jamais pratiqué l'expulsion d'aucun « peuple » (notion qui n'existait d'ailleurs en ces temps-là que sur le plan religieux). Même chose pour les Assyriens et les Babyloniens : expulser des producteurs de denrées agricoles sur lesquelles un impôt était prélevé ? Impensable. Ils purent déplacer une élite, comme à l'époque de la destruction du « premier temple », mais cela ne fit pas partie des pratiques de l'Empire romain, féroces par ailleurs. Les rebelles – les guerres et les révoltes étaient fréquentes – étaient exécutés ou revendus comme esclaves, et seuls les rois ou les reines étaient enlevés, à l'image de Bérénice, reine juive rendue célèbre par Racine... Et les Romains n'avaient pas les moyens techniques de déportation, comme notre sinistre époque contemporaine. Flavius Josèphe, comme tous les chroniqueurs anciens, exagère les chiffres d'exil des Judéens. Et à Rome, le portique à la gloire de Titus, vainqueur des Judéens, présente un chandelier à sept branches, porté par des soldats romains, et non par des Judéens ! Shlomo Sand souligne qu'il n'existe aucune trace d'une expulsion massive de Judée dans la littérature romaine. Alors, d'où vient le mythe de l'exil du « peuple juif » après la destruction du Second Temple ?

Un professeur à l'université religieuse de Bar Ilan, Chaim Milikowsky, prouva que, dans les textes laissés par les Tannaïms (répétiteurs), aux II<sup>ème</sup> et III<sup>ème</sup> siècles de notre ère, le concept d'exil signifiait soumission et revêtait un sens politique. C'est le christianisme, avec l'idée d'une punition des juifs ayant crucifié Jésus (!) qui a développé ce mythe, et fourni la base d'un discours antijuif. De là a pu se répandre l'image du juif errant. Puis, au IV<sup>ème</sup> siècle, le mythe de l'exil fut récupéré par la tradition juive, probablement dans un souci de peindre les souffrances des juifs, bien réelles dans la chrétienté. Dans l'historiographie juive, l'exil est considéré comme une évidence et n'est jamais interrogé ! Alors, d'où viennent tous ces « émigrants » juifs qui ont peuplé une bonne partie du monde antique ?

Avant la destruction du Second Temple, le nombre d'adeptes du judaïsme sur le pourtour méditerranéen est considérable et va en augmentant. En revanche, la population judéenne est numériquement faible, pour des raisons économiques classiques à l'époque. Shlomo Sand rappelle que tous les monothéismes comportent un aspect prosélyte. Les condamnations du prosélytisme dans la Bible sont le fait d'inscriptions récentes, sans rapport avec les nombreuses conversions, et l'on trouve dans la Bible des objurgations à la reconnaissance du dieu unique. C'est ainsi que des personnages babyloniens s'unissent à des juifs, comme Boaz avec Ruth la Moabite... Si la religion juive a pu donner l'image



d'un repli sur soi et d'un refus du prosélytisme, c'est à partir du Moyen-Âge chrétien, lorsque les juifs furent marginalisés et sans cesse menacés. Classiquement, la conversion est forcée et politique. La victoire de la reine Esther sur Aman, roi d'Amalek, royaume de Perse, est sans appel : « beaucoup de gens d'entre les peuples du pays se firent juifs, car la crainte des juifs les avait saisis ». Là aussi, on retrouve non sans plaisir une pièce aujourd'hui peu jouée de Racine, dont la langue est un enchantement. Mais, selon Shlomo Sand, c'est de manière probable le bouleversement apporté par les « conquêtes » (terme qu'il faut relativiser) d'Alexandre qui va favoriser à l'époque hellénistique la diffusion de ce premier monothéisme, à la fois en libérant les Grecs du cadre de leur polis, et en renversant les vieilles conceptions et superstitions polythéistes ou païennes. Et cela très loin vers l'Orient, comme nous le montre une statuette d'Athéna trouvée en Inde...

Plus tard, au X<sup>ème</sup> siècle de notre ère, le royaume Khazar se convertit tout entier au judaïsme. C'est là le chapitre le plus spectaculaire du livre de Shlomo Sand, et il a été abondamment commenté.

### **Tous droits de reproduction réservés ?**

Avant le christianisme, puis de plus en plus combattu par lui, avant l'islam puis en concurrence à l'amiable avec lui, le judaïsme s'est répandu en Arabie, plus spécialement au Yémen, en Syrie, dans l'actuel Irak, en Afrique du Nord et de là en Espagne, où il fut florissant. Arabes et Berbères furent séduits par ce monothéisme qui offrait en perspective paradis et résurrection des morts, mais surtout, à travers le schéma d'un Dieu tout puissant et sauveur, métaphore d'une stabilité et d'une centralisation dont avaient besoin les royaumes coiffant peu à peu des structures tribales accompagnées par le paganisme. Shlomo Sand relie ainsi à plusieurs reprises la superstructure religieuse monothéiste à l'existence de royaumes relativement stables, sans pour autant développer cet aspect historique sur un plan théorique, comme pourraient le faire des marxistes. L'étude des commentaires musulmans, parfois très anciens, dans la mesure où ils ne sont généralement pas hostiles aux juifs, lui a fourni une aide précieuse. Celle des auteurs chrétiens demande à être déchiffrée, le discours antijuif constituant un obstacle à la vérité historique. Quant aux historiens juifs, tout dépend du degré d'imprégnation des conceptions essentialistes, ethnocentristes, allant parfois jusqu'à un racisme digne de Gobineau.

L'existence d'un royaume Khazar juif, au sud de la Volga, a déclenché, entre la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et aujourd'hui, des clivages et des affrontements révélateurs du problème intellectuel que représente le sionisme. Shlomo Sand confronte entre elles les différentes interprétations. Si les plus rétrogrades expliquent ce judaïsme par une extraordinaire fertilité des « descendants d'Abraham », toujours en exil, toujours errants mais excellents reproducteurs, de plus raisonnables proposent un mélange entre juifs « authentiques », donc venus de ce qu'ils appellent Israël, et une population « judaïsante » (c'est-à-dire, en un mot, convertie). Ce sont des auteurs anglais, extérieurs à Israël, qui permirent de comprendre qu'un roi khazar, portant le titre de Kagan, se convertit et incita son peuple à le suivre, afin d'éviter l'absorption par le califat le plus proche ou bien par l'empire chrétien de Byzance. Une attitude politique donc, qu'il renforça idéologiquement en faisant appel à des rabbins venus de Syrie ou de Judée. La marque de ce royaume fut la grande tolérance instaurée entre les religions, et aussi vis-à-vis du paganisme. Le seul autre exemple d'une telle tolérance fut celui de l'Espagne des Arabes, avant la reconquête catholique et la nuit qui suivit 1492. Les historiens soviétiques, juste après la Révolution de 1917, montrèrent ensuite dans leurs travaux comment les juifs anciennement khazars avaient irrigué culturellement la population russe, les peuples ayant pour vocation de se mélanger, depuis les débuts de l'humanité. Le stalinisme, qui tentait d'assurer sa stabilité par une démagogie grand-russe et des appels du pied intermittents à l'église orthodoxe, condamna ces travaux et c'est une autre nuit, heureusement de courte durée à l'échelle des temps historiques, qui s'abattit sur les chercheurs soviétiques.

Nos lecteurs découvriront comment Shlomo Sand démolit une mythologie sioniste tentant de s'annexer la culture yiddish en hypertrophiant le concept d'ashkénaze, afin de contenir dans le flou l'existence d'une population slave imprégnée de judaïsme indépendamment de tout cheminement -- parfaitement fictionnel -- des juifs de Judée vers Kiev à travers une Allemagne occidentale en réalité peu judaïsée dans ces premiers siècles de notre ère. Le yiddish essentiellement germanique est une idée reçue, entretenue par les sionistes. La réalité est moins simple : de nombreux mots sont d'origine slave et aussi turque. Or les Khazars parlaient une langue de la famille du turc, une très grande famille.

Il reste que ce royaume Khazar, tout autant que le Yémen un peu plus tôt, mais de manière plus spectaculaire et avec des conséquences de plus longue portée, est un obstacle sur lequel les conceptions ethnocentristes des sionistes viennent buter.

Puisqu'il faut absolument faire descendre les juifs du monde entier de la « semence d'Abraham », et que l'histoire rechigne à en donner la preuve, les tenants de la race, à l'image, hélas, de ceux qui les extermineront quarante ans plus tard, n'hésitent pas à invoquer la biologie ! C'est le cas de Nathan Birnbaum, inventeur en 1891 du concept de « sionisme » : « Les différences de races sont à l'origine de la multiplicité des variétés nationales. C'est en raison de l'opposition entre les races que l'Allemand ou le Slave pensent et sentent différemment du Juif. Ainsi s'explique également le fait que l'Allemand ait créé la Chanson des Nibelungen, alors que le Juif a engendré la Bible ». Théodore Hertzl, le fondateur du mouvement



sioniste, évita de donner une opinion aussi radicale. Si l'ethnocentrisme est présent dans ses écrits, on trouve surtout la notion de « peuple », celle-ci ne renvoyant pas à l'époque à celle de race. Mais les continuateurs et les disciples se situèrent tous, à des degrés divers, sur le terrain de l'hérédité, Nordau, Buber, et surtout Jabotinsky, qui ne définissait les nations qu'en termes de races. L'Europe du début du XXème siècle était imprégnée de conceptions raciales, malgré l'existence d'une Grande-Bretagne composite et d'une France héritée de la Révolution, qui avait abandonné le concept de race et intégré les juifs à la nation. Mais il n'y avait pas de fatalité, dans ce domaine comme dans d'autres. Le cas d'Ernest Renan est remarquable : parti d'une vision ethnique, montage d'anthropologie d'époque et de philologie, il aboutit, contre toute attente, à un rejet de la notion de race juive. Shlomo Sand recense les auteurs juifs les plus attachés à des conceptions raciales et ceux qui modérèrent leur essentialisme grâce à leur humanisme religieux. Il se livre à un examen des différentes variantes du sionisme et analyse aussi les positions du marxisme de la fin du XIXème siècle, en particulier avec Kautsky. Tout ce passage mériterait une analyse particulière. Nous retiendrons prioritairement qu'il lui sert à affirmer nettement qu'il n'y a aucune unité ethnique chez les juifs, pas plus que chez les chrétiens, les musulmans ou les méthodistes. Le « peuple juif » n'existe pas. Les juifs, contrairement à ce qu'affirmaient certains anthropologues, n'ont aucune apparence physique commune : ils ressemblent tout simplement aux populations parmi lesquelles ils vivent, car ils sont ces populations. Les livres d'anthropologues d'ascendance juive comme Maurice Fishberg , Franz Boas (brûlé par les étudiants nazis), puis, plus près de nous, d'Harry Shapiro, Raphaël et Jennifer Patai, Alain Corcos, démolissant le concept de race juive, n'ont jamais été traduits en hébreu moderne et n'ont même pas été recensés ! Si la « race juive » a disparu des universités israéliennes, la conception raciste indispensable au sionisme, ressurgit sous une autre forme, euphémistique, hypocrite : la volonté acharnée, malgré l'absence bien explicable de succès, de trouver une base génétique commune aux juifs.

Depuis les années soixante-dix, la notion d'ethnie a retrouvé un certain élan. Le gouvernement israélien actuel, héritier



d'une histoire coloniale, d'une politique d'apartheid plus vieille que lui, qu'il porte à son paroxysme. Des discours ouvertement racistes à l'égard de ceux qu'il spolie, exclut et exploite, le peuple palestinien, sont proférés sur les ondes et dans la presse israélienne aux ordres. Une volonté d'extermination est clairement exprimée par les hommes de Nétanyahou, en même temps que l'annonce de nouvelles colonisations. La logique sioniste, dénoncée timidement en son temps par Arthur Schnitzler, puis avec énergie par le Bund, le parti ouvrier juif de Pologne et de Russie, semble parvenue au bout de sa mécanique d'exclusion et de mort. Mais elle s'effondrera pour de bon et cessera ses crimes et ses massacres lorsque la partie progressiste du peuple israélien (la majorité, nous en sommes certain), indépendante des intérêts militaires, renforcera son alliance avec le peuple palestinien, à peine commencée aujourd'hui dans des meetings et des manifestations, tandis qu'à l'échelle mondiale continueront de monter les mobilisations contre cet Israël et les gouvernements complices des massacres. Nul doute que les importantes manifestations de juifs américains contre Biden et Israël sont un signe encourageant, de même que celles des ouvriers portuaires et aéroportuaires bloquant l'envoi de matériel militaire en Israël.

Michel Sidoroff

## ***Réflexions de le génocide en Palestine.***

L'enclave palestinienne est la cible d'une vaste offensive aérienne et terrestre israélienne depuis l'attaque du Hamas qui a fait 1.200 morts dans le sud d'Israël le 7 octobre. Le dernier bilan du conflit côté palestinien, fourni jeudi 14 février par le ministère de la Santé de Gaza, est de 28.663 morts. La majorité des maisons détruites, des populations déplacées puis bombardées, des réfugiés au sud puis au nord de Gaza sans eau, sans nourriture, sans médicaments, sans abri. Plus de deux millions de personnes survivent à Gaza, avec presque rien, se passant régulièrement de repas. Hôpitaux, écoles, musées détruits, populations massivement bombardées, secours empêchés. Mille enfants amputés d'une ou deux jambes sans anesthésie. Soixante et onze mille cas de diarrhée enregistrés chez les enfants.

« Law for Palestine », un groupe de défense juridique basé au Royaume-Uni, a publié une longue liste de cas dans lesquels il affirme que les responsables israéliens ont déclaré une intention génocidaire envers les Palestiniens depuis le début de la guerre à Gaza en octobre.

L'ancien secrétaire adjoint à la Défense et ancien ambassadeur des Etats-Unis en Arabie saoudite, Chas Freeman : « Quand les gens pensaient à Israël dans le passé, ils le considéraient comme un refuge pour les victimes de l'Holocauste, maintenant, ils y penseront comme le foyer des auteurs d'un génocide ».

Le président Joe Biden a déclaré qu'il était « vital pour la sécurité nationale américaine de soutenir Israël » et que « le soutien des Etats-Unis à la sécurité d'Israël est solide et inébranlable, que nous ferons tout pour qu'Israël puisse se défendre et que les Américains marchent coude à coude avec les Israéliens ». Le soutien militaire de l'actuel président des Etats-Unis à son allié du Moyen-Orient, qu'il a qualifié de « partenaire fondamental », n'est pas nouveau.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, Israël est le pays au monde qui a reçu le plus de ressources des Etats-Unis. Entre 1946 et 2023, 260 milliards de dollars américains selon un rapport du Congrès américain publié en mars 2023. Plus de la moitié de ce montant était destinée à l'aide militaire. En décembre 2023, les Etats-Unis approuvent, sans passer par le Congrès, la vente « d'urgence » à Israël de 14 000 obus de chars servant dans sa guerre contre Gaza. Ces obus représentent une valeur de 106,5 millions de dollars et combien de morts.

Les Etats-Unis ont opposé leur veto plus de 80 fois au sein de l'ONU. Dans la moitié d'entre eux, les Américains ont agi ainsi pour protéger les dirigeants israéliens.

L'Afrique du Sud a accusé Israël de violer la Convention des Nations Unies sur le génocide. Le député palestinien à la Knesset, Ahmad Tibi a accusé le gouvernement israélien de « légitimer » le génocide contre les Palestiniens à Gaza, selon les médias israéliens.

« Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage » Jean Jaurès

Dans nos démocraties, qui ose imaginer et penser un génocide en cours ? Ici chaque détail nous plonge dans le déni et le silence : qui ose imaginer qu'à chaque heure, des enfants explosent avec leurs immeubles ? qui ose penser que partout en Palestine des dizaines de milliers de corps suppliciés par les armes des meilleures armées du monde ? qui ose imaginer les décombres d'une ville toujours broyée parmi les restes humains ?

Notre gouvernement condamnera-t-il le génocide pour sauver les Palestiniens, ou bien obéira-il aux puissants pour détruire tous les humains qu'ils désignent ?

Car en subissant les massacres du Hamas, le gouvernement israélien n'a pas seulement échoué à protéger son peuple, il a aussi choisi de tuer massivement les palestiniens pour leur voler leur territoire. Il n'a pas cherché à punir un à un les responsables de ces attentats. Il a préféré boucler Gaza, supprimer tout ce qui est vital et bombarder les habitants. Quel armée aussi puissante a-t-elle osé combattre un peuple sans armée, abattre des civils sans autre fuite possible que ces zones « protégées » aussitôt bombardées.

Comment comprendre que des descendants de la Shoah puissent devenir eux-mêmes les auteurs du génocide des Palestiniens. En février une immense manifestation s'est tenue à Tel Aviv exigeant la démission de Netanyahu et un accord sur les otages.

Le gouvernement français sera-t-il la honte de notre peuple ? car la France, symbole passé pour les peuples du monde de la liberté de la fraternité et de l'égalité, aujourd'hui complice, préfère taire le génocide, exécuté aussi par des armes françaises.

De nombreuses et importantes manifestations ont lieu dans de nombreux pays des cinq continents pour exiger le cessez le feu immédiat. Ces manifestations ébranlent nombre de ceux qui soutiennent le gouvernement d'Israël.

Sauvons le peuple Palestinien, comme l'immense génocide de notre temps, car sinon, le capital aura le pouvoir d'exterminer tous les peuples.

La Fédération des Libres Penseurs de Paris, appelle ses adhérents à participer aux manifestations unitaires parisiennes pour un cessez le feu immédiat.

Jean-Paul Galibert et Claude Dubois



(RE)ADHESION 2024 : Le combat pour la laïcité doit toujours continuer. Décembre 2023

Chers ami(e)s, Chers camarades,

L'année 2024 est proche et vous pourrez renouveler votre adhésion, dont le montant a été fixé pour 2024 à :

- 89€ (y compris l'abonnement à « La Raison » au tarif préférentiel pour les adhérents),
- 104€ (en sus abonnement à la revue « l'Idée Libre » au tarif préférentiel pour les adhérents),
- 180€ pour 2 adhérents en couple (abonnement l'un à « La Raison », l'autre à « l'Idée Libre »)
- 30€ pour la carte « Jeune » (y compris l'abonnement à « La Raison ») ; bien entendu, vous pouvez verser plus si vous le souhaitez, et régler en plusieurs fois, comme cela s'est toujours pratiqué.

Il est très important que chaque année les cotisations soient réglées le plus rapidement possible afin de verser à la FNLP la part qui lui revient avec les abonnements à « la Raison » et à « l'Idée Libre » et de poursuivre nos activités...

Comme vous en avez été informés par nos bulletins durant l'année passée, nous poursuivons inlassablement notre combat, actions et interventions pour le respect de la laïcité à Paris, particulièrement quant à l'attribution de subventions à des associations religieuses, culturelles ou pseudo culturelles, qui représente une véritable déviance pro-concordataire. Nous continuons la bataille pour la réhabilitation des fusillés pour l'exemple, les combats contre toutes les guerres, et nos conférences et banquets libres penseurs...

**Par conséquent, vous comprendrez bien, que la bonne tenue des cotisations est une question cruciale, non seulement pour l'activité de notre fédération, son indépendance, mais aussi pour son poids fédéral au sein de la fédération nationale.**

En outre, ces dernières années nous avons assisté à un accroissement des atteintes et attaques contre la laïcité (attentats, crèches de Noël, extension du concordat...), autant de récupérations et manipulations de tous les faussaires et fossoyeurs de la laïcité, dignes héritiers de ceux qui l'ont trahie et dévoyée depuis des décennies, en contournant et amoindrissant sans cesse la loi de 1905, et qui sont de véritables déclarations de guerre contre la séparation des Églises et de l'État, contre la Laïcité et la Liberté de conscience.

Depuis plus de 2 ans la crise « sanitaire » a donné lieu par le gouvernement à des mesures liberticides individuelles et collectives, auxquelles se sont ajoutées la loi sur le séparatisme, le SNU, les violences policières, contre lesquels nous combattons ; rappelons aussi notre participation à l'anniversaire de la Commune, ainsi que la tenue de la « Journée Internationale de la Libre Pensée » (hommage à Garibaldi), et l'hommage rendu le 11 novembre à Jean Jaurès devant le café « Le Croissant » où il a été assassiné et fut donc le 1er mort de la guerre 14-18.

Ces combats que nous avons menés doivent être poursuivis sans relâche pour les mois et les années à venir, et la Fédération de Paris doit y prendre toute sa place, comme elle l'a toujours fait

**Chèque à l'ordre de : « Libre Pensée de Paris », le règlement est à adresser à:**

Yves BARBARANT- 16, rue Simonneau - 92110 Clichy

(Tel : 06 86 04 99 85 // adresse mail : yves.barbarant@gmail.com)


Par virement : IBAN FR32 2004 1000 0111 7213 7T02 036-BIC:PSSTFRPPPAR (dans ce cas, veuillez adresser par mail la copie de l'avis de virement bancaire au trésorier indiqué ci-dessus)

Comptant sur votre attachement Laïque et Républicain, sur votre attachement à la bonne marche de notre fédération, nous vous adressons nos salutations libres penseuses les plus fraternelles.

À bas la calotte, À bas tous les dogmes, vive la sociale ! (et nos banquets !)

Pour le bureau, le Président,  
Michel SIDOROFF

le Trésorier,  
Yves BARBARANT

 <p>10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques-75005-PARIS</p>	<p><b>AMI(E)S DE LA LIBRE PENSÉE</b></p> <p><b>ADHERENT(E)S DE LA LIBRE PENSÉE</b></p> <p><b>Entraide et Solidarité A BESOIN DE VOUS !</b></p> <p><b>DEVENEZ BIENFAITEUR-TRICES, FAITES UN DON, UN LEGS, UNE ASSURANCE-VIE</b></p>
	<p>Le bienfaiteur-trice, le donateur-trice reçoit une attestation permettant une déduction d'impôts de 66% des sommes versées</p> <p><b>POUR DEVENIR BIENFAITEUR</b> Adressez votre demande à <a href="mailto:contact@entraideetsolidaritelibrespenseurs.org">contact@entraideetsolidaritelibrespenseurs.org</a> ou à Entraide et Solidarité des Libres Penseurs de France, 10 rue des Fossés Saint Jacques 75005 Paris Un mandat à remplir vous sera adressé.</p> <p>Notre site : <a href="https://www.entraideetsolidaritelibrespenseurs.org">https://www.entraideetsolidaritelibrespenseurs.org</a></p>



## À vos agendas 🗓️

### Vie de la Fédération



- **Mardi 14 mai 18h30**, Commission Administrative Fédérale comme toujours ouverte à tous les adhérents
- **Samedi 8 juin 2024 à 15h**. Assemblée Générale de la Fédération de Paris

### Conférences et manifestations

**Rencontre/débat,**  
**vendredi 29 mars, 19h**  
**APÉRITIF DINATOIRE**  
**« BANQUET GRAS »**

**E**t rencontre/débat sur les combats en cours de la Libre Pensée pour la défense de la laïcité.

**Rencontre/débat,**  
**vendredi 12 avril, 19h**  
**LA LIBRE PENSÉE**  
**DANS LA RÉSISTANCE**

**U**ne rencontre/débat à l'occasion de la sortie du livre «La Libre Pensée dans la résistance», précédée d'une cérémonie à 17h30 devant le Panthéon.

**Rencontre/débat,**  
**vendredi 3 mai, 19h**  
**SORTIR DE L'OCCUPATION,**  
**SORTIR DE L'APARTHEID**

**A**vec Rony Brauman, ancien président de Médecins sans frontières

**La librairie hors les murs**  
**Samedi 25 mai, 11h**  
**MURS DES FÉDÉRÉS**

**E**t la Librairie de la Libre Pensée s'installe place des Fêtes, avant la montée au Mur des fédérés.

Au siège

10, Rue des Fossés Saint-Jacques Paris 5ème